

Les subsides

La présidente suppléante (Mme Champagne): La période des questions et commentaires est terminée. Reprise du débat. L'honorable député de Kamloops—Shuswap (M. Riis) a la parole.

[Traduction]

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Madame la Présidente, en lisant leurs journaux, au cours du week-end, et de nouveau ce matin, les Canadiens ont pu lire en manchette «Se sentant abandonnés, les Canadiens de l'Ouest ont lancé un nouveau parti politique fédéral». Ce n'est pas tout à fait exact, car si vous y regardez de plus près, vous verrez que les Canadiens de l'Ouest qui se sont réunis à Vancouver, au cours du week-end, étaient presque exclusivement des conservateurs. En fait, le plus gros contingent venait de l'Alberta.

M. Masse: J'ai vu quelques néo-démocrates déçus.

M. Riis: Si vous examinez la liste, 95 p. 100 des participants avaient la carte du parti conservateur. Ils se disaient trahis par les conservateurs et estimaient qu'après avoir élu une majorité de députés de l'Ouest à la Chambre des communes dans l'espoir qu'ils défendraient leurs intérêts au Parlement, et se sentant abandonnés par le gouvernement progressiste conservateur, ils avaient décidé de former leur propre parti politique. Les faits sont éloquentes.

Aujourd'hui, les Canadiens de l'Ouest et de tout le pays ont encore été trahis. Lorsqu'ils essaient de voir ce que l'avenir leur réserve, de plus en plus de Canadiens s'intéressent à ce qui se passe non plus sur la colline parlementaire, mais au Congrès. Les décisions prises aux États-Unis ont de plus en plus de répercussions sur l'avenir de notre pays. Quand les Américains lui ont demandé de procéder aux essais du missile de croisière, le gouvernement a donné son accord. Quand ils ont voulu racheter la West Kootenay Power and Light Company, le gouvernement a dit oui. Quand ils ont demandé un monopole de dix ans sur les médicaments américains vendus au Canada, on le leur a accordé. Lorsqu'ils ont voulu racheter Dome Petroleum, le gouvernement les a autorisés à le faire. Quand ils ont voulu imposer une taxe spéciale sur notre bois d'oeuvre, il ne s'y est pas opposé. En fait, le gouvernement canadien a imposé lui-même cette taxe de 15 p. 100 pour enlever au bois canadien l'accès aux États-Unis.

● (1210)

Dans le journal du week-end, la National Forest Products Association of America disait que la nouvelle taxe canadienne avait atteint son objectif, à savoir que le bois canadien n'avait plus accès au marché américain. En fait, le Canada a vu sa part du marché américain tomber à 28,7 p. 100 au cours des deux premiers mois de 1987, contre 31,5 p. 100 un an plus tôt. Les États-Unis n'ont même pas à adopter de lois pour empêcher l'entrée des marchandises canadiennes. Le gouvernement canadien s'en charge pour eux. C'est une véritable trahison.

Au cours de ces derniers jours, un ancien premier ministre a parlé de l'accord du lac Meech et a qualifié le premier ministre actuel de poule mouillée. En fait, on peut voir dans quelle mesure le premier ministre a trahi le Canada. Il y a quelques

semaines, il a sillonné l'Ouest en disant: «Nous allons lutter contre les Américains au sujet du gaz, car cela nous préoccupe beaucoup». Quelle lutte acharnée! La ministre du Commerce extérieur (M^{lle} Carney) a, de son côté, déclaré: «Nous allons nous battre au sujet du bois d'oeuvre, nous nous battons sur les plages d'Hawaï, nous arrêterons les Américains». Mais le gouvernement s'est chargé lui-même d'imposer une taxe aux producteurs de bois d'oeuvre du Canada.

La meilleure chose qui puisse nous arriver c'est que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Masse) ne parle pas à ses homologues américains, ses collègues non plus, y compris la ministre du Commerce extérieur et que le premier ministre s'abstienne désormais de téléphoner ou d'écrire à M. Reagan. Chaque fois qu'il le fait, nous sommes trahis. Le gouvernement brade le Canada.

Comme l'a fait valoir le porte-parole du parti libéral, lorsque le premier ministre américain, ou plutôt canadien, est allé déclarer aux États-Unis que le Canada était prêt à faire des affaires, en réalité, il voulait dire qu'il était à vendre. En l'espace de deux ans et demi, il y a eu plus de transactions et de mainmises étrangères au Canada que dans toute notre histoire. En fait, il y a eu 2 200 transactions étrangères, surtout des prises de contrôle par des compagnies américaines. L'ingérence de leur part n'a jamais été plus importante.

Je respecte l'honnêteté du ministre de l'Énergie. Il parle avec franchise bien souvent. Jeudi dernier, il a dit que si cette règle entre en vigueur, elle aura pour effet d'appliquer la réglementation américaine au Canada. En effet, je comprends ce qu'il veut dire. Les États-Unis sont en train de décider pour nous des modalités d'exportation de notre gaz naturel. Ils sont en train de déterminer notre politique d'exportation du gaz naturel, tout comme ils veulent décider des droits de coupe que nous devrions imposer sur le bois d'oeuvre dans les diverses provinces.

Il est temps que le Parlement du Canada fasse quelque chose à ce sujet. Il aura l'occasion de le faire aujourd'hui grâce à cette motion d'opposition. Les parlementaires devraient déclarer qu'il est temps que le Parlement commence à déterminer lui-même notre politique économique, et non le Congrès ou les organismes quasi-judiciaires des États-Unis.

Permettez-moi d'expliquer dans quelle mesure cette affaire du gaz naturel est catastrophique pour l'ouest du Canada. Au moins 400 millions de dollars seront perdus parce que le gouvernement n'a pas su traiter de manière efficace avec les États-Unis pour garantir la régularité des exportations canadiennes vers les États-Unis. Ce pays a signalé que cette vague incroyable de gaz naturel canadien qui envahit son marché le préoccupait. Quelle drôle d'idée si l'on tient compte que notre gaz ne répond qu'à 4 p. 100 ou 5 p. 100 de la demande américaine. En fait, ces derniers mois, nos exportations aux États-Unis ont diminué de 17 p. 100. Quand les Américains parlent de concurrence injuste de la part des fournisseurs canadiens, nous devrions peut-être leur demander d'expliquer pourquoi nos exportations de gaz ont diminué de 17 p. 100 ces derniers mois.